



Liminaire CTL du 13 mai 2022

Monsieur le Président,

Vous nous convoquez ce jour pour valider une nouvelle destruction de postes comptables dans notre département.

Malgré la crise sanitaire qui n'a pas cessé et la guerre qui se déroule en ce moment, la Direction générale continue de détruire méthodiquement et sans aucun état d'âme nos services et ce, malgré nos multiples interpellations.

Depuis quelques semaines, les agents de la DGFIP ne sont plus contraints de porter de masque. Pour autant, la Direction Générale n'a toujours pas enlevé le sien. En effet, le Nouveau Réseau de Proximité n'a pas encore fini de s'appliquer dans notre département que déjà un nouveau NRP régional voire national est envisagé. Lors du Comité Technique de Réseau du huit février dernier, la Direction Générale a lancé une nouvelle étape de ce projet avec la création d'antennes extra-départementales pour les SIE. Selon l'IFRAP, un institut ultra-libéral et anti fonctionnaires, il ne devrait rester qu'un seul SIE par région. La DG va accéder à sa demande !

Cela ne s'arrêtera pas là et tous les services subiront la deuxième vague ! A terme, il ne resterait que des centres de gestion chargés de traiter les dossiers épineux qui ne pourraient pas être gérés automatiquement.

Au plan local, les nouvelles destructions des trésoreries de Sorgues, Monteux et Carpentras ainsi que celles d'Apt et Pertuis, vont encore une fois dégrader les conditions de travail des agents. Nous vous rappelons une fois de plus le caractère anxigène de ces restructurations et votre responsabilité concernant la santé des agents de la DGFIP de Vaucluse.

Au sein des SGC, le travail industriel a remplacé le travail de gestion varié des anciennes trésoreries. Ce travail est usant psychologiquement et physiquement. A chaque fermeture, le même scénario... de nouvelles tâches arrivent sans le nombre d'agents suffisant. Faute de temps, au SGC de Vaison-la-Romaine, les journées Banque de France qui comptent de nombreuses d'opérations (environ 80 par jour) sont en partie comptabilisées sur les comptes d'attente, ce qui signifie que certains montants restent en attente d'imputation définitive plusieurs mois.

Par ailleurs, le NRP concerne également les agents du contrôle fiscal. En février dernier, vous nous avez annoncé votre projet de regrouper en septembre 2023 les agents du PCRFP et du PCE de Vaucluse sur deux sites, Cavaillon et Carpentras. A l'heure actuelle, ils exercent leurs missions dans quatre centres des finances publiques.

Il y a trois mois, vous avez expliqué que ces regroupements renforceraient la cohésion des équipes et réduiraient le sentiment d'isolement dont souffriraient les agents de ces services. Aujourd'hui,

vous affirmez que le PCE ne devrait plus être regroupé à Carpentras mais Avignon ! Ce sont les aléas du marché immobilier et non la recherche d'amélioration de l'efficacité du contrôle fiscal qui dictent ces changements ! FO DGFIP 84 vous demande de renoncer à ces projets de restructuration comme vous l'ont déjà demandé les personnels du PCR et du PCE dans leurs pétitions. Ces restructurations vont générer des dysfonctionnements en cascade. Les agents, quant à eux, sont considérés comme des pions déplaçables selon votre gré.

Pour conclure, la Direction générale, nous le savons tous, a pour seule ambition de supprimer des fonctionnaires et nous pouvons attendre avec anxiété le nouveau Contrat d'objectifs et de Moyens qui devrait arriver en fin d'année. Il aboutira, à n'en point douter, à une suppression massive d'emplois de fonctionnaires à la DGFIP, et au recours massif d'emplois précaires pour éponger la dette de la Covid et de la guerre.

FO DGFIP 84 appelle l'ensemble des agents à lutter contre notre destruction !

FO DGFIP 84 revendique le retrait pur et simple du NRP, l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et fermetures de sites et le maintien de toutes les missions ainsi que de l'ensemble des services, trésoreries, SIP, SIE, PCE et PCR, avec l'attribution des moyens nécessaires en personnel.

La délégation FO DGFIP 84 souhaite obtenir de votre part des réponses à ses interrogations, notamment la réponse à notre intervention écrite du 15 avril concernant la situation de la trésorerie de Cavillon.